

# LES PROFITS DE LA SOUFFRANCE 6

Si l'on avait besoin de preuves pour confirmer que les lobbyistes dictent largement l'agenda de l'Union européenne, on pouvait en obtenir le 28 octobre 2008. Ce jour-là à Bruxelles, la Commission européenne cédait plusieurs étages du bâtiment Charlemagne à la Confédération des employeurs *BusinessEurope*. Les cadres impeccablement habillés furent reçus comme des rois par un cortège d'hommes politiques et de fonctionnaires qui n'ont cessé dans leurs discours de rappeler religieusement pourquoi leur engagement en faveur du libre échange restait intact en dépit de la situation périlleuse de l'économie mondiale.

De la pléthore d'entreprises présentes, l'une d'elles a une réputation peu enviable : Caterpillar. Depuis plus de quatre décennies, cette multinationale américaine fournit Israël en véhicules lourds tout en sachant très bien qu'ils sont utilisés pour détruire les maisons palestiniennes. Leurs redoutables bulldozers ont notamment aplati les habitations des réfugiés lors du massacre de Jénine par les forces israéliennes en 2002, laissant sans toit 4000 habitants, soit le quart des réfugiés du camp. Un an plus tard, un de ces véhicules écrasait à mort une courageuse militante pacifiste, Rachel Corrie, qui s'était placée devant une maison qui allait être détruite.<sup>1</sup>

Après des années de tergiversations, l'Église d'Angleterre a annoncé en 2009 qu'elle se désinvestissait de Caterpillar alors qu'elle détenait 2,5 millions de livres sterling en actions.<sup>2</sup> Par contre, la Commission européenne, qui déclare adhérer au concept de « responsabilité sociale des entreprises », n'a eu aucun scrupule à accepter les recommandations politiques d'une firme comme Caterpillar. Les hauts fonctionnaires n'ont pas prononcé un mot d'inquiétude lors de la conférence quant aux profits que génère Caterpillar grâce à l'occupation de la Palestine. Ils ont simplement acquiescé de la tête quand Michael Baunton, vice-président de la compagnie, a expliqué pourquoi leurs véhicules devaient être exemptés de contrôles antipollution : « Il y a des réglementations bien intentionnées qui ne devraient pas s'appliquer à nous. »<sup>3</sup>

Manifestement, Baunton prêchait devant des convertis. Deux années plus tôt, la Commission avait formellement entrepris de poursuivre une stratégie agressive pour supprimer toutes les « barrières » que les multinationales peuvent rencontrer. La stratégie *Global Europe* consiste à identifier les lois conçues pour protéger les populations et l'environnement dans les marchés étrangers, puis les combattre.<sup>4</sup>

L'approfondissement des relations économiques et politiques de l'Europe avec Israël ne peut pas être dissocié de cette empreinte néolibérale. Cela est devenu encore plus clair en novembre 2007 lors du « dialogue commercial UE-Israël », où des hommes d'affaires ont réfléchi sur la meilleure manière de démanteler les « barrières au commerce et à l'investissement ».

Le matériel promotionnel de ce « dialogue » ne disait pas que parmi les entreprises israéliennes présentes, un grand nombre se retrouve impliqué dans des activités en Palestine occupée et dans certains cas dans des activités que l'Union rejette formellement. En voici quelques exemples :

- Elbit : en plus de fabriquer des drones et d'autres armes pour l'armée israélienne, elle fournit des équipements électroniques pour le « mur de l'apartheid » qu'Israël construit. La Norvège a estimé que cette implication était si grave, qu'en

septembre 2009 un fonds de pension détenu par l'État a retiré ses six millions de dollars d'investissements dans Elbit car le mur avait été déclaré illégal par la Cour internationale de justice.<sup>5</sup> « Nous ne souhaitons pas financer des entreprises qui participent directement à des violations du droit humanitaire international », a déclaré la ministre des Finances.<sup>6</sup>

- Saban Capital : ce groupe est dirigé par Haim Saban, propriétaire de nombreux médias avec la double nationalité étasunienne et israélienne et qui figurait à la 261<sup>e</sup> place du classement Forbes des milliardaires en 2009. Il est l'un des propriétaires de Bezeq, une entreprise de télécommunication qui fournit des services dans les colonies en Cisjordanie et sur le plateau du Golan, ainsi que pour les bases militaires israéliennes et les checkpoints de Cisjordanie. Une de ses filiales, Pelephone, fournit des services de téléphonie mobile à l'armée et a installé une centaine d'antennes et d'autres installations dans les territoires palestiniens occupés.<sup>7</sup>
- Leumi : la seconde plus grande banque d'Israël a des succursales dans quelques établissements israéliens en Cisjordanie. Elle offre des prêts aux colons pour construire leurs maisons. Elle contrôle en partie Paz Oil et SuperPharm qui détiennent des stations services et des pharmacies dans les colonies.
- Steimatsky : cette chaîne de librairies a ouvert des points de vente dans plusieurs colonies.

Selon la Commission européenne, l'établissement de ce dialogue est le fruit de conversations commencées en 2005 entre Ehud Olmert et Günter Verheugen, Commissaire à l'industrie.<sup>8</sup> En mettant sur pied cet organe, l'Union européenne a placé le minuscule Israël sur un pied d'égalité avec des pays comme les États-Unis, la Russie, le Japon et l'Inde. D'un certain point de vue, cela semble incroyable. Mais d'une perspective froidement économique, cela prend tout son sens étant donné qu'Israël est un concurrent de la Silicon Valley. Pour encourager les entreprises européennes à s'engager davantage en Israël où le secteur de l'industrie

high-tech représente 7 % du PIB, Verheugen a rappelé : « Il y a un énorme potentiel économique qui n'a pas encore été pleinement exploité. »<sup>9</sup>

Le premier président de ce dialogue a été Yossi Vardi, mieux connu pour être un pionnier dans la messagerie instantanée sur Internet avec son entreprise ICQ.<sup>10</sup> Cet homme n'est pas seulement expert en télécommunication, mais aussi dans la capacité à adapter ses messages en fonction du public. Il a par exemple tenté de se présenter comme une sorte de pacifiste. Bavardant avec le correspondant du *New York Times*, il a déclaré entre deux gorgées de cabernet sauvignon :

Cet endroit est fou : un boom technologique côtoie une situation politique inacceptable et le chaos dans une bande de Gaza où la plus grande partie de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Ce n'est pas juste, ni soutenable ! Vous savez, le pouvoir corrompt et l'occupation représente la manifestation ultime du pouvoir. Il n'existe aucun contrôle, aucune contrepoids. L'occupation, après quarante ans, corrompt totalement.<sup>11</sup>

Vardi a également reconnu avec un malin plaisir que les prouesses technologiques israéliennes étaient inextricablement liées à l'occupation. Dans un reportage de la BBC, il a soutenu que la guerre de 1967 avait été un pivot important pour le développement industriel du pays parce qu'elle avait mené Israël à une situation qui l'avait obligé à dépasser le sentiment d'avoir été banni (particulièrement par la France qui avait imposé un embargo sur les armes) : « Les deux vrais pères de la high-tech israélienne sont le boycott des Arabes et Charles de Gaulle parce qu'ils nous ont contraints à développer ce secteur. »<sup>12</sup>

Tout comme Internet est né en partie grâce à la recherche militaire US, le secteur technologique d'Israël est un produit dérivé de l'industrie de l'armement. La décision du gouvernement israélien de rendre prioritaire la fabrication d'armes après la guerre de 1967 a été appliquée avec brio. En 1975, il

y avait 45 000 emplois dans ce secteur, soit 5,5% de la force de travail. Et afin d'affirmer sa suprématie militaire sur ses voisins arabes, Israël s'est concentré sur le développement des armes les plus avant-gardistes. L'élite entrepreneuriale israélienne a cyniquement exploité la situation sécuritaire à l'intérieur de son pays et au niveau mondial. Israel Livnat, président de Elta Systems, une entreprise leader dans l'électronique de défense, a habilement résumé cette stratégie :

Israël a dû relever le défi du terrorisme des dizaines d'années avant le 11 septembre, et toutes ces années de pratique et d'expérience en temps réel pour dépasser la terreur habitant notre pays nous ont permis de développer des avantages concurrentiels.<sup>13</sup>

### L'EXPLOITATION DU CHOC

Naomi Klein, dans *La stratégie du choc*, retrace l'évolution des liens entre le domaine militaire et la technologie qui lui aurait permis de se protéger des turbulences de l'économie mondiale. Initialement, Israël a énormément souffert de l'explosion de la bulle Internet en 2000. Des dizaines de milliers de travailleurs ont failli perdre leur emploi quand près de trois cent entreprises de ce secteur se sont retrouvées au bord de la faillite. Une alliance improbable avec Al-Qaïda est venue à la rescousse : les attaques sur les tours jumelles et le Pentagone ont représenté une aubaine pour les carnets de commandes. En présentant l'oppression sur les Palestiniens comme partie intégrante de la « guerre contre la terreur », le gouvernement israélien a gonflé les dépenses militaires de presque 11% – en partie financées avec l'argent économisé aux dépens du domaine social. Les dirigeants d'entreprises ont été encouragés à réorienter leurs activités, des technologies de l'information vers le domaine de la surveillance. La production du pays été propulsée à un point tel, qu'en trois ans, Israël est devenu une des économies les performantes au monde. Comme Klein l'a décrit :

Le timing était parfait. Soudain, les gouvernements étaient prêts à tout pour se doter des outils pour chasser les terroristes, ainsi que de toutes les connaissances et savoir-faire relatifs au monde arabe. Sous la direction du Likoud, l'État israélien s'est présenté comme un modèle avant-gardiste en matière de sécurité avec ses dizaines d'années d'expérience et d'expertise dans la lutte face aux menaces arabes et musulmanes. Le coup de main d'Israël pour l'Amérique du Nord et l'Europe a été clair : la guerre contre le terrorisme dans laquelle vous venez de vous engager est quelque chose que nous connaissons depuis notre naissance. Laissez nos entreprises high-tech et nos sociétés privées d'espionnage vous montrer comment nous avons fait.<sup>14</sup>

En vendant pour plus de cinq milliards de dollars d'armement en 2007, Israël est devenu le 4<sup>ème</sup> plus grand marchand d'armes derrière les USA, l'Europe occidentale prise en bloc et la Russie.<sup>15</sup> En termes d'exportations, Israël est passé devant la Grande-Bretagne, l'atelier historique de la fabrication d'armes dans le monde.<sup>16</sup>

La résistance d'Israël face à la récession a reçu des éloges de *The Economist*, le magazine économique le plus vendu au monde. Certes, Israël n'a pas été complètement épargné de la crise, mais son économie a continué à enregistrer un solide taux de croissance, le taux de chômage est demeuré stable autour de 7 % et son PIB par habitant est resté supérieur à celui de plusieurs pays européens. La recette suivie par le ministre des Finances, Yuval Steinitz : réduction des impôts et des taxes professionnelles, augmentation de la TVA, expulsion des étrangers « illégaux » et, tout en coupant dans certaines dépenses, le choix de « chouchouter » le domaine militaire. Confiant, ce membre éminent du Likoud a déclaré :

Si je mettais de l'argent dans les poches des gens, ils le dépenseraient dans des biens importés et des vacances à l'étranger. Notre économie ne produit pas de biens de

consommation. Nous avons un savoir-faire, des logiciels et des puces informatiques pour Intel, des ordinateurs pour l'irrigation, des produits chimiques, des prothèses cardiaques et des drones.<sup>17</sup>

### OBLIGÉ DE REJETER, HEUREUX DE SERVIR

En théorie, Israël est le type de pays avec lequel l'industrie de l'armement de l'Union européenne ne devrait pas réaliser d'affaires. En 1998, les gouvernements de l'Union ont ratifié un code de conduite concernant les exportations d'armes. Dix ans plus tard, des contraintes légales ont été ajoutées à ce code. Chaque membre de l'UE doit évaluer chaque demande d'exportation selon huit critères, parmi lesquels : le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international ; le risque de conflit armé ou le caractère instable d'une région. Si l'esprit et la lettre de ce code étaient suivis convenablement, l'Union ne vendrait pas à Israël une seule arme, ni même un composant destiné à en confectionner une.

D'infâmes questions de *realpolitik* ont cependant conduit les États membres à ignorer leurs obligations en vendant et achetant des instruments de la mort, notamment à des moments où la tension était vive au Moyen-Orient. Pendant les attaques d'Israël sur le Liban 2006, l'Allemagne a signé en douce un accord pour fournir deux sous-marins capables de transporter des charges nucléaires. La presse rapportait un mois après que le contrat d'1,3 milliards de dollars – dont un tiers payé par l'Allemagne – proposait des engins insubmersibles de qualité supérieure de ceux possédés par l'arsenal israélien. Quelques membres du parti des Verts ont dénoncé cet accord car aucune garantie n'avait été donnée sur un éventuel transfert d'armes nucléaires – ce qui est contraire à la position de l'Allemagne sur la non-prolifération nucléaire.<sup>18</sup> La livraison n'était pas attendue avant 2010, mais l'Allemagne a pu néanmoins fournir les sous-marins à l'automne 2009, sans prendre en considération le fait qu'Israël venait d'être accusé de crimes de guerre à Gaza par l'enquêteur des Nations

Unies, Richard Goldstone. Avec ces U212, Israël détient désormais cinq sous-marins, et ces engins pourraient jouer un rôle essentiel en cas d'attaque sur l'Iran.<sup>19</sup>

Les données officielles de l'UE indiquent aussi que les élites n'ont pas été particulièrement touchées par les atrocités commises par Israël au Liban. Une analyse menée par Caroline Pailhe de l'Observatoire belge sur le commerce des armes (GRIP) démontre que le nombre de permis d'exportation d'armes de l'UE vers Israël est passé de 439 en 2005 à 610 l'année suivante et à plus de 1000 en 2007. La valeur réelle de ces licences est tombée de 145 à 127 millions d'euros entre 2005 et 2006, avant de remonter à 199 millions en 2007. Pailhe a calculé que l'UE exportait 0,9% de ces armes vers Israël et que ce pourcentage était à son plus haut niveau depuis 2003. Elle a aussi examiné le nombre de permis refusés et a trouvé qu'il n'y avait pas de fluctuation significative en comparaison avec les années précédentes : vingt-sept refus en 2006, soit treize de plus par rapport à 2005, mais seulement un de plus qu'en 2003 et en 2004.<sup>20</sup>

Il est vrai que l'UE fournit moins d'armes à Israël que ne le font les États-Unis. Alors que le montant des ventes US se mesure en milliards de dollars (entre 1,5 et 2,6 par an dans la période 2003-2007), pour l'Europe cela ne se calcule qu'en millions. Cela ne veut pourtant pas dire que les ventes sont négligeables. Au contraire, onze des vingt principaux vendeurs d'armes à Israël sont des membres de l'UE : France, Grande-Bretagne, Pologne, République tchèque, Pays-Bas, l'Espagne, l'Allemagne, Slovaquie, Finlande et Italie.<sup>21</sup> En outre, trois candidats à l'intégration, la Bosnie, la Serbie et l'Albanie figurent aussi dans ce tableau ignoble.

## DE GAULLE, UNE PARENTHÈSE POUR LA FRANCE

La France trône à la première place européenne des fournisseurs d'armement d'Israël. Le montant des ventes avec ce pays a plus que doublé en quatre ans en passant de 57 millions d'euros en 2003 à 126 millions en 2007.

La France a aidé le jeune État à s'armer. Fin 1955, l'entreprise Dassault, devenait le fournisseur de l'armée de l'air israélienne. Shimon Peres continue d'ailleurs à se vanter des commandes cruciales qu'il a passées à Paris durant cette période.<sup>22</sup> Désigné vice-ministre de la Défense alors qu'il n'avait que trente ans, Peres se rendait si souvent en France qu'il lui avait été attribué un bureau personnel dans les locaux du Premier ministre.

Suite à l'achat d'un brevet pour un procédé d'enrichissement de l'uranium développé en Israël, la France est devenu un acteur important dans l'acquisition du savoir-faire nucléaire israélien.<sup>23</sup> Mais en 1967, de Gaulle déclarait que la France refusait de soutenir un quelconque État au Moyen-Orient qui prendrait les armes contre un de ses voisins. Les ventes d'armes à Israël cessèrent.<sup>24</sup> Cela ne fut qu'une parenthèse.

D'autres présidents après lui ont eu moins de scrupules. Avec Chirac (malgré sa position pro-arabe) puis Sarkozy, les ventes d'armes ont augmenté de façon exponentielle. Sarkozy n'a pas semblé gêné de révéler ses contradictions en appelant la Russie à ne pas vendre d'armes à l'Iran pendant que la France alimentait le stock israélien.<sup>25</sup>

Après la fin de l'embargo imposé par de Gaulle, le volume des armes vendues a mis un certain temps avant d'atteindre un niveau significatif : entre la fin de l'embargo et le milieu des années 1990 seuls deux contrats ont été signés. Sans en avoir l'intention, de Gaulle a permis à Israël de développer sa propre industrie d'armement et de devenir un gros client des États-Unis. Mais les Israéliens ont réalisé par la suite qu'ils ne pouvaient pas obtenir des USA tous les équipements qu'ils souhaitaient. Entre 1996 et 2000, la France a fourni des armes à Israël pour une valeur de 550 millions de dollars. Les livraisons comprenaient plusieurs hélicoptères Panther – en partie payés par les USA<sup>26</sup> – dotés de radars performants, ainsi que des lasers et des appareils de reconnaissance aérienne.

Les liens entre la France et Israël ont également été renforcés grâce à un accord de coopération industrielle et technologique signé en 2000.<sup>27</sup> Cet accord avait été obtenu quelques mois avant

l'intifada de septembre. Ensuite, en réponse à la révolte et la recrudescence de la violence de l'État israélien, la France et l'Allemagne ont indiqué qu'ils suspendaient leurs ventes d'armes à Israël.<sup>28</sup> Cependant, à l'exception d'un petit nombre de refus de licences d'exportation, Israël n'a eu aucun problème pour acheter du matériel militaire à ces deux pays. La position de Paris était de ne pas vendre de systèmes complets, uniquement des composants. Patrice Bouveret, militant contre le commerce des armes, a décrit cette position comme étant un bête tour de passe-passe : « Même s'il ne s'agit que de composants, ils sont directement utilisés par l'armée. »<sup>29</sup>

Après l'opération Plomb durci, les enquêteurs d'Amnesty International ont découvert des éléments *Made in France* dans les décombres : des pièces de missiles Hellfire assemblées par une filiale de Lockheed Martin & Boeing. Elles étaient tombées sur une cérémonie de remise des diplômes de la police de Gaza où plus de quarante policiers désarmés sont morts dans un assaut qui a marqué le début de l'offensive.<sup>30</sup> Selon la Convention de Genève, ces hommes auraient dû être considérés comme des civils car ils ne prenaient pas directement part aux hostilités.<sup>31</sup>

## ALIMENTER DISCRÈTEMENT LA GUERRE

En juillet 2009, la Grande-Bretagne a décidé d'annuler quelques licences d'exportation vers Israël après avoir découvert que des équipements de fabrication britannique avaient été utilisés pour l'opération Plomb durci. Alors que le ministère des Affaires étrangères a indiqué que cela contrevenait aux règles de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne, il a également été rappelé qu'aucun embargo général n'avait été mis en œuvre et que les relations avec Israël restaient « fortes et constructives ». Les contrats touchés ne concernaient que les pièces de rechange pour les corvettes de la marine israélienne, ce qui ne représente que cinq des 180 contrats conclus par les firmes britanniques qui nourrissent la machine de guerre israélienne.

Avigdor Lieberman, aux Affaires étrangères, a répondu à ces nouvelles en déclarant : « Nous sommes déjà passés par là. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter. ».<sup>32</sup> Il avait raison, un mois plus tôt, la Grande-Bretagne avait rejeté de manière catégorique un embargo de grande échelle sur les armes. Mark Malloch-Brown, son homologue, avait déclaré à la Chambre des Lords :

Imposer des sanctions ne favorisera ni l'influence britannique, ni la recherche de la paix au Moyen-Orient, et d'après nous, ce n'est pas la meilleure manière de compromettre ou influencer Israël. Nous avons dit très clairement, en accord avec les critères européens sur les exportations d'armes, qu'aucune livraison ne serait assurée là où existe un risque évident pour une répression interne ou une agression extérieure. Tout cela est étroitement contrôlé.<sup>33</sup>

Il est stupéfiant de voir quelqu'un de son calibre émettre l'idée que les armes vendues à Israël ne contribueraient pas à des actions violentes. Son explication hypocrite sur les raisons de vendre des armes « nécessaires » exprime clairement le genre de double langage que le gouvernement travailliste manie à la perfection. Deux années auparavant, les conservateurs avaient signé un accord avec Israël pour approfondir la coopération. Après la passation de pouvoir, aucun geste n'a été fait pour l'annuler, malgré des discours affirmant qu'une « dimension éthique » devait être ajoutée à la politique étrangère sanglante que mène la Grande-Bretagne depuis des siècles.

L'Intifada aurait pu être une excellente occasion de montrer que cette « dimension éthique » était plus que de simples paroles. Mais, bien sûr, cette opportunité a été gâchée. La férocité de l'État israélien s'est accrue, les ventes d'armes britanniques aussi : en 1999, les ventes à Israël s'élevaient à 11,5 millions de livres sterling, et en 2001, elles ont doublé pour atteindre 22,5 millions. Les marchandises fournies (armes légères, kits pour fabriquer des grenades, équipements pour les avions de guerre et les tanks) ont été très utiles pour une armée israélienne déterminée à terroriser la population civile

de la Palestine occupée.<sup>34</sup> Saferworld, un groupe de recherche sur les résolutions de conflits, a calculé que durant la décennie qui a suivi la victoire des travaillistes en 1997, la Grande-Bretagne a autorisé des exportations à caractère militaire vers Israël pour plus de 110 millions de livres.

Certes, il y a eu une augmentation des refus de licences d'exportation en 2002 après la découverte qu'Israël avait utilisé de vieux tanks de fabrication anglaise modifiés dans les territoires occupés – rompant ainsi la promesse faite. Mais ces refus semblent avoir été temporaires et purement symboliques. Alors que 91 licences avaient été rejetées ou annulées en 2001, seulement 26 l'ont été l'année suivante. Pire, le nombre de licences accordées a augmenté en 2006 (année de la guerre contre le Liban) jusqu'à plus de 200, chiffre le plus élevé depuis 2001.<sup>35</sup> L'affirmation des Affaires étrangères, selon laquelle aucune licence n'avait été accordée pour les composants d'avions de chasse, de chars ou d'hélicoptères suite à la guerre du Liban doit être prise avec circonspection car il est clair que du matériel britannique est néanmoins arrivé en Israël.<sup>36</sup>

David Miliband, secrétaire d'État aux Affaires étrangères entre 2007 et 2010 et possible successeur de Gordon Brown à la tête du parti travailliste, s'est vanté que sa nation avait les critères sur les exportations d'armes « parmi les plus forts et les plus efficaces dans le monde ». <sup>37</sup> Mais un de ses prédécesseurs, Jack Straw, avait montré plus de franchise : en juillet 2002, la Grande-Bretagne a donné sa bénédiction pour livrer des « viseurs tête haute » (construit par BAE Systems) à Lockheed Martin qui les a ensuite montés sur des F-16 à destination d'Israël. Apparemment, craignant que ces livraisons ne tombent sous le coup du code de conduite européen, la Grande-Bretagne a émis de nouvelles directives quant aux incorporations de composants dans les armes fabriquées à l'étranger afin de contourner ce code. (Ces directives ont été ensuite approuvées par l'Union européenne dans son ensemble.<sup>38</sup>)

Straw, qui fut un activiste pour la paix dans sa jeunesse, a fait comprendre qu'il considérait les lucratifs contrats avec les USA comme plus importants que les vies humaines anéanties par l'action de ces composants. Soucieux de ne pas compromettre la participation britannique dans le projet de l'avion Joint Strike Fighter que Lockheed Martin dirige, il a avoué :

Le gouvernement a jugé que les relations avec les USA en matière de défense sont fondamentales pour la sécurité nationale de notre pays. Toute interruption des livraisons de ces composants aurait des conséquences sérieuses sur ces relations.<sup>39</sup>

La coopération militaire avec Israël n'a pas seulement continué durant les trois mandats travaillistes, elle s'est intensifiée lors de cette période. En mai 2002, Londres admettait devant le parlement que treize membres des forces de défense israéliennes avaient été formés en Grande-Bretagne l'année précédente.<sup>40</sup> En août 2006, un groupe multipartite de députés a demandé pourquoi Londres avait autorisé des exportations d'armes en 2005 pour une valeur de 22,5 millions de livres et pourquoi les avions US transportant des armes vers Israël au moment de l'offensive contre le Liban avaient été autorisés à se réapprovisionner dans les aéroports britanniques.<sup>41</sup>

Comme nous l'avons souligné au chapitre 2, l'obstination de Tony Blair a empêché l'Union européenne d'appeler formellement à un cessez-le-feu quand Israël bombardait le Liban. Même s'il y a eu un large rejet international des actions d'Israël dans cette guerre, la Grande-Bretagne a intensifié ses ventes d'armes à Israël au cours des années suivantes. Rien que pour le premier trimestre 2008, la Grande-Bretagne a autorisé des exportations militaires pour presque 20 millions de livres, soit dix-huit fois plus qu'en avril-juin 2006, les trois mois qui ont mené au conflit contre le Liban. Cela a permis à Israël de disposer d'un arsenal important alors que l'attaque contre Gaza était en préparation.

Al Haq, une organisation de défense droits de l'homme basée à Ramallah, a engagé des actions légales contre la Grande-Bretagne. Leurs juristes ont rassemblé une liste impressionnante d'entreprises britanniques qui ont pris part à la fabrication des hélicoptères Apache. Parmi elles : SPS Aerostructures, Smiths Industries Page Aerospace et Meggitt Avionics. La description des prouesses immondes de l'Apache par Shawan Jabarin, directeur d'Al Haq, indique que toute firme qui aide à produire cet hélicoptère contribue de manière significative à l'occupation :

L'Apache n'est pas un équipement anodin. Pour les Palestiniens, c'est le symbole de la violence exercée sans discrimination. Tous les enfants palestiniens apprennent très tôt à distinguer le son de cet hélicoptère et l'associent aux assassinats, à la destruction et au sang versé dans les rues.<sup>42</sup>

#### LE BENELUX DANS UN COMMERCE SANGLANT

Plusieurs autres gouvernements au sein de l'Union mènent des politiques ambiguës et trompeuses quant aux transferts d'armes vers Israël. En novembre 2003, le ministre néerlandais des Affaires étrangères Jaap de Hoop Scheffer – qui allait être ensuite désigné pour le poste de secrétaire général de l'OTAN – déclarait que son pays n'autoriserait pas de vendre de l'armement à Israël. Néanmoins, les Pays-Bas ont affiché une attitude laxiste envers le transit d'armes via Schiphol, le principal aéroport du pays. Comme les nations « amies » n'ont pas besoin de permis pour poser leurs avions-cargos sur le territoire néerlandais, les USA n'ont eu aucun problème à faire atterrir des avions en route vers Israël. Des militants pour la paix ont estimé qu'en 2005 et 2006, des dizaines de milliers de munitions avaient transité par Schiphol, et sans ralentissement perceptible durant la guerre du Liban. En outre, l'apparente interdiction n'empêche pas les entreprises de ce pays de faire des affaires avec les fabricants d'armes US qui les vendent ensuite à Israël. Il n'est donc pas surprenant que les roquettes Hellfire, les hélicoptères Apache et les F16

contiennent des composants fabriqués par des firmes comme Stork Special Products ou par le géant Philips.<sup>43</sup> Rien d'étonnant non plus de voir que des produits chimiques, dont les gaz Sorman, ont été développés grâce à une coopération entre les deux pays ; ou bien encore que des appareils de vision nocturne ont été livrés à Israël.<sup>44</sup>

Désormais, El Al, la compagnie aérienne israélienne passe par Bierset, au sud de la Belgique, pour ses activités de transports de marchandises. Deux ou trois vols par jour en provenance des États-Unis transitent via cet aéroport. Même si le gouvernement fédéral belge a annoncé en février 2009 qu'il stoppait les exportations d'armes vers Israël, cette mesure ne semble pas s'appliquer à celles qui passent sur son territoire.<sup>45</sup> Et il y a fort à parier que les cargos d'El Al ne transportent pourtant pas que des marchandises inoffensives.<sup>46</sup>

### LE DOUBLE JEU DE DUBLIN

En Irlande, il existe une large sympathie dans la population pour la cause palestinienne. En accord avec ce sentiment, les gouvernements irlandais ont tenté de se convertir en virulents critiques d'Israël. En 1980, le ministre des Affaires étrangères Brian Lenihan a choqué Israël en brisant un tabou : lors d'une visite à Bahreïn, il a officiellement reconnu l'OLP de Yasser Arafat comme représentant du peuple palestinien et a appelé à l'établissement d'un État palestinien indépendant – plusieurs décennies ont été nécessaires avant qu'un président des États-Unis ne prononce ces mêmes mots. Selon le journaliste anglais Robert Fisk, cela a conduit l'administration israélienne à déverser sa haine à l'égard des casques bleus stationnés au Liban dans les années 1980. Prétendant que les soldats irlandais étaient constamment ivres, les Israéliens les surnommèrent les « Johnny Walker », d'après une célèbre marque de whisky pourtant écossaise.<sup>47</sup>

Mais la défense des Palestiniens par la République d'Irlande est devenue de plus en plus superficielle à mesure que sa croissance économique s'est renforcée. Le tant vanté

Tigre celtique s'est construit sur la volonté d'attirer des investisseurs sans scrupules grâce à des cadeaux fiscaux. Parmi les invités, se trouvaient des firmes qui fournissent des logiciels sophistiqués à l'industrie militaire US. Data Device Corporation a utilisé les installations fournies gracieusement par l'Autorité de développement industriel pour fabriquer des composants électroniques vendus à des entreprises américaines connues pour faire des affaires avec Israël.<sup>48</sup> L'entreprise a déclaré fièrement que ses produits permettaient aux « sous-systèmes électroniques complexes d'interagir avec l'ordinateur de bord » des hélicoptères Apache.<sup>49</sup> Jeff Halper, un militant israélien contre l'occupation, m'a dit la même chose de manière lapidaire quand je l'ai rencontré à Jérusalem en affirmant que le « cerveau » de ces hélicoptères était fabriqué dans mon pays.<sup>50</sup> Du personnel d'Intel m'a également confirmé que des firmes israéliennes de l'industrie de l'armement entretenaient des relations régulières avec le siège du groupe basé près de Dublin.

L'Irlande a également soutenu l'industrie militaire d'Israël en achetant ses produits mortels. En mars 2008, l'Irlande accompagnait le néo-colonialisme français en fournissant des troupes pour une opération au Tchad qui avait pour but de consolider le régime du dictateur militaire Idriss Déby.<sup>53</sup> Lors de cette mission, l'armée irlandaise a utilisé des mini drones conçus par la firme israélienne Aeronautics Defense Systems achetés en 2007 pour plus d'un million de dollars.<sup>54</sup>

Les rejets de la stratégie israélienne au Liban, puis à Gaza, qui a émané des Affaires étrangères ont de toute évidence été ignorés à la Défense. En 2009, le ministre de ce dernier récompensait Elbit Systems avec un contrat juteux : l'installation du matériel de surveillance sur une nouvelle flotte de chars destinée à l'armée irlandaise. Qu'Elbit ait participé à la construction du mur illégale de Cisjordanie ne semble pas avoir perturbé des fonctionnaires obsédés par le rapport qualité-prix.<sup>55</sup> Le ministère de la Défense a même prétendu que l'équipement d'Elbit allait aider à minimiser les pertes civiles. L'appel d'offres relatif à ce matériel précisait :

Les forces de défense sont conscientes de la nécessité d'augmenter le degré de précision nécessaires pour atteindre efficacement les objectifs et éviter ainsi des dommages collatéraux, en particulier dans les opérations de maintien de la paix.<sup>56</sup>

## ACHATS DE MARCHANDISES MORTELS

Elbit illustre parfaitement la manière dont les firmes israéliennes exploitent les opportunités que lui donne l'occupation pour exporter leur savoir-faire. Surpassant ses nombreux rivaux, cette entreprise contrôle 90 % du secteur privé de la défense en Israël. Les conflits incessants du Moyen-Orient et la « guerre contre la terreur » ont été une chance pour la compagnie qui a vu le montant de ses commandes passer de 3,8 milliards de dollars en 2006 à plus de 5 milliards en 2008. Plus impressionnant encore, ses bénéfices : 516 millions en 2007 contre 767 l'année suivante. Cette manne lui a permis d'ouvrir des succursales en Grande-Bretagne, en Allemagne, au Brésil, en Corée du Sud et en Roumanie.<sup>57</sup>

Dans le dernier pays cité, Elbit est devenu l'un des principaux moteurs du développement d'une industrie militaire que beaucoup de gouvernements envient. Une étude de 2004 dans les pays d'Europe centrale et orientale indiquait :

Il peut être surprenant de constater que la Roumanie, souvent dépeint comme un pays du tiers-monde, possède une industrie de défense de première classe. Des faits évidents l'attestent. Il est important de mettre l'accent sur un fait moins connu : ce développement a peu à voir avec l'URSS, il est lié au travail extensif avec la France et à la coopération avec Israël.<sup>58</sup>

Après l'exécution de Ceausescu en 1989, la Roumanie a tenté de sortir rapidement de l'obscurité où les vingt-quatre ans de tyrannie l'avaient plongé. Le pays a rapidement pris la décision de se rapprocher de l'Union européenne et de l'OTAN.

Gonfler les dépenses militaires s'est avéré une nécessité pour mener à bien ce rapprochement. Trop pauvre pour acheter de nouveaux avions pour ses forces aériennes, la Roumanie a décidé d'adapter ses vieux MiG-21 soviétiques. Suite à un appel d'offre pour leur modernisation en 1992, Elbit a obtenu le contrat pour réaliser ce travail sur une centaine d'avions.<sup>59</sup>

Une décennie plus tard, Bucarest a souhaité se doter de F16 américains, des avions dernier cri. Mais il ne pouvait pas se les offrir. A la place, des appareils d'occasion en provenance d'Israël ont été achetés et Elbit fut engagé pour veiller à leur remise en état dans le cadre d'un contrat estimé à 150 millions de dollars. Cette opération nécessitait une autorisation spéciale des USA. Et contrairement au Venezuela d'Hugo Chávez qui souhaitait également améliorer ses F16, la Roumanie n'a eu aucun problème pour obtenir le feu vert de Washington.<sup>60</sup>

Elbit est devenu le partenaire le plus important pour un grand nombre d'entreprises roumaines dédiées au secteur de la défense (dont Aerostar, Avioane Craioa et IAR).<sup>61</sup> Son travail avec IAR a consisté à faire évoluer les hélicoptères grâce aux technologies les plus innovantes d'Elbit.<sup>62</sup> En 2007, l'entreprise israélienne a remporté un contrat de 515 millions de dollars pour livrer des tourelles et de l'équipement électro-optique. Inutile d'ajouter que ces tourelles télécommandées avaient été testées sur les tanks israéliens en Palestine occupées.<sup>63</sup> Un des dirigeants de la compagnie a résumé la signification de l'accord dans un discours teinté d'arrogance :

Le choix porté sur nos systèmes atteste de notre habilité à fournir un dispositif complet pour les véhicules de patrouille / combat / surveillance comprenant des tourelles équipées de systèmes de lancement de missiles et de détection des menaces. Nous sommes fiers d'avoir été choisis. Cela constitue une avancée sur un marché émergent qui émane d'un changement sur les champs de batailles.<sup>65</sup>

Ce n'est pas une coïncidence si d'autres compagnies liées à Elbit investissent fortement en Roumanie. Dans les années

1990, Elbit Medical Imaging – devenue indépendante de l'entreprise dont elle est issue – s'est consacrée au développement de structures hôtelières et au secteur de la santé. Mais ses racines, baignant dans la chair à canon, rendent difficile à digérer le ton évangélique des déclarations de son PDG :

Nous construisons pour les gens de beaux lieux de vie et des environnements où ils peuvent passer du temps avec les personnes qu'ils aiment. Nous construisons de magnifiques hôtels qui incite à voyager et rende la vie merveilleuse. Nous développons des appareils médicaux innovants et des traitements médicaux afin d'aider les gens à vivre mieux et plus longtemps.

Récemment, Elbit Imaging a montré un certain intérêt pour remodeler le paysage de Bucarest. En 2006, elle a racheté les trois quart du complexe Casa Radio. Située sur les rives de la Dambovita, ce bâtiment inachevé des années 1980 avait été initialement conçu pour accueillir un musée du Parti communiste roumain. L'entreprise est engagé avec l'État roumain dans un partenariat qui représente un milliard de dollars pour transformer les 360 000 m<sup>2</sup> en hôtel de luxe.<sup>66</sup>

Rafael, la compagnie d'armement détenue par l'État israélien, a été tout aussi active pour s'ouvrir des marchés en Europe. Si l'on en juge par ses ventes, aucune armée européenne ne pourrait exister sans ses missiles Spike. Les journalistes qui cherchent à aseptiser le commerce des armes nous disent que ce sont des missiles à guidage de précision garantissant des « dommages collatéraux » minimes : grâce au concept « Fire & Forget », une fois lancés, ils sont censés être autonomes. Leurs « têtes chercheuses » tant vantées pour leur précision contiennent des pièces fabriquées par le Finlandais Insta DefSec qui fournit également les caméras thermiques.<sup>68</sup>

Le Premier ministre polonais Donald Tusk est connu pour avoir dit que la relation entre Rafael et son pays était, à certains égards, encore plus précieuse que l'aide reçue de son principal allié les USA. En 2004, Rafael a signé un contrat de 250 millions

de dollars pour équiper l'armée polonaise de Spike. Pour les assembler, une usine a été construite vers Varsovie. Rafael a également été engagé pour fournir un blindage plus épais aux véhicules polonais qui circulent en Afghanistan.<sup>69</sup>

Au même moment, Rafael a décroché un contrat de plus de 400 millions de dollars pour approvisionner l'Espagne de 2600 missiles.<sup>70</sup> Mais les Pays-Bas avaient ouvert le bal en 2000 en achetant un stock de Spike d'une valeur de 250 millions de dollars.<sup>71</sup> Parmi ses clients européens, on trouve encore la République tchèque et l'Italie.<sup>72</sup>

### BANQUEROUTE MORALE

Le commerce des armes est sans doute le pire moyen de soutenir une économie fondée sur la puissance militaire et l'occupation des terres d'un autre peuple. Mais, ce n'est pas la seule forme de soutien. En novembre 2007, Israël est devenu le premier des pays voisins de l'UE à être intégrés dans son « Programme pour la compétitivité et l'innovation ». Doté de 3,6 milliards d'euros pour la période 2007-2013, ce programme permet à Israël de s'engager dans des projets avec des entreprises européennes, mais aussi de rejoindre le réseau Entreprise Europe Network (EEN) qui offre la possibilité de recevoir des financements publics.<sup>73</sup>

Certains fonctionnaires ont exprimé leurs inquiétudes à ce propos. Des sources proches de la Commission m'ont confirmé qu'elles avaient reçu des instructions de leur hiérarchie pour s'assurer que les entreprises basées dans les colonies ne tiraient pas avantage du programme. Cependant, les fonctionnaires de Bruxelles se sentent mal équipés. « Comment sommes-nous censés savoir si une entreprise est basée dans une colonie ou non ? », s'est interrogé l'un d'eux.

Apparemment, les instructions de la Commission ne concernent pas les entreprises qui font des affaires dans les territoires occupés ou qui profitent de la souffrance des Palestiniens. Israël est représenté dans EEN par plusieurs associations dont :

- The Manufacturers Association of Israel qui compte parmi ses membres le fabricant de drones Elbit ;
- Matimop, le centre de développement industriel israélien recherchant avec zèle d'exporter des armes testées sur la population palestinienne.

Les soi-disant préoccupations au sujet des colonies israéliennes apparaissent d'autant plus hypocrites quand on sait que ces mêmes fonctionnaires ont donné de précieux conseils à Israël pour soutirer de l'argent à l'Union européenne. J'ai obtenu la copie d'une lettre du chef du département des relations extérieures de la Commission, Eneko Landaburu, datant de novembre 2008 et destinée à l'ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne. Dans ce document, Landaburu déclare que la coopération dans le domaine des hautes technologies a le potentiel pour devenir « d'intérêt mutuel ». Il n'exprimait évidemment aucune préoccupation au sujet de l'inévitable lien entre hautes technologies et industrie de l'armement en Israël. Par contre, il recommandait des contacts à la Banque européenne d'investissement (BEI) en mesure de faciliter l'accès à des financements pour les entreprises de son pays.

Située au Luxembourg, la BEI, qui existe depuis un cinquantaine d'années, est l'institution de crédit la plus importante au monde. Son portefeuille de prêts est deux fois plus important que celui de la Banque mondiale. Mais bien qu'elle soit un organe de l'Union, la BEI garde jalousement son autonomie par rapport aux gouvernements, à un point tel qu'il semblerait que les règles sur la protection de l'environnement ou le respect des droits de l'homme ne s'appliquent pas à elle.<sup>74</sup>

La BEI est mandaté depuis 1981 pour prêter de l'argent à Israël. Entre 1995 et 2006, elle ne lui a pas versé un centime. Mais cette parenthèse a pris fin en décembre 2006. À un moment où les représentants de l'UE étaient absents pour leurs congés de Noël, le vice-président de la banque, Philippe de Fontaine Vive, signait en Israël deux accords pour libérer 275 millions d'euros dont près d'un quart géré par la banque

israélienne Hapoalim.<sup>75</sup> Le communiqué de presse de la BEI n'informait nullement que Hapoalim avait des succursales dans des colonies de Jérusalem-Est et sur les hauteurs du Golan, ni qu'elle offrait des crédits pour les activités de construction dans ces quartiers, pas plus qu'elle soutenait des entreprises israéliennes opérant dans des zones industrielles de Cisjordanie. Avec Leumi, une autre banque israélienne, elle a par ailleurs prêté 500 millions de dollars au consortium City Pass chargé du projet de tramway dans Jérusalem-Est.<sup>76</sup>

Les diplomates israéliens ont rapidement souhaité acquérir plus d'argent de la BEI. Oded Eran, un ancien émissaire israélien, a eu des entretiens avec des dirigeants de la banque sur de potentiels prêts pour des projets dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications. Il a également soulevé la possibilité pour Israël de rejoindre officiellement la banque, même si l'appartenance à cet organisme est strictement limitée aux membres de l'UE. Israël étant déjà membre d'autres institutions financières comme la Banque interaméricaine de développement et également représenté au conseil de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (basée à Londres et sans lien direct avec l'UE), Eran a demandé :

Pourquoi Israël ne pourrait-il pas être en mesure de participer aux activités de cette banque alors que cela lui est permis dans d'autres régions du monde ?<sup>77</sup>

#### DEXIA : UN CAS « EXEMPLAIRE »

Tout en déplorant la colonisation israélienne, les gouvernements de l'UE restent généralement muets lorsque les banques et les entreprises européennes font des affaires avec les colonies et cherchent à tirer profit de l'occupation. La banque franco-belge Dexia offre à ce titre un cas exemplaire.

Spécialisée dans l'octroi de prêts aux collectivités locales, Dexia a acheté en 2001 la Banque du trésor des municipa-

lités israéliennes de manière à former Dexia Israël. Pendant longtemps, ce petit nouveau dans le secteur bancaire a été accusé par des membres de la Knesset de ne pas accorder suffisamment d'attention au développement des colonies basées sur les terres palestiniennes. En réaction, Dexia a assuré aux parlementaires qu'elle fournissait des prêts à long terme aux municipalités israéliennes de Cisjordanie.<sup>78</sup> Lors d'une audience à la Knesset, il a été demandé à David Kapah, directeur général de Dexia Israël, si la banque proposait les mêmes conditions aux collectivités de l'intérieur des frontières reconnues qu'à celles des colonies. Pour lui, la situation géographique ne faisait aucune différence. Au total, la banque a accordé des prêts à plus de dix colonies de peuplement.<sup>79</sup>

Il a fallu un certain temps pour que cet aveu ait un impact en Europe. En 2008, quand des activistes belges et des militants des droits de l'homme ont pris connaissance de ces déclarations, une campagne demandant à Dexia de se « désinvestir » des colonies a été lancée. Coïncidence, cette mobilisation est arrivée à un moment où Dexia subissait de plein fouet la crise financière internationale. Alarmés par la chute rapide de la valeur de ses actions et déterminés à éviter la faillite, la France, le Luxembourg et la Belgique ont injecté 6,4 milliards d'euros dans la banque.<sup>80</sup>

Pour superviser la reprise de Dexia, le belge Jean-Luc Dehaene (Premier ministre dans les années 1990) a été nommé à la tête de l'établissement. En mai 2009, il déclarait aux actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle que la banque n'avait pas fourni d'argent aux colonies depuis septembre 2008 :

Par le passé, Dexia Israël a accordé 5 millions d'euros de prêts à des colonies de peuplement. Cela ne représente que 1% du budget total de Dexia Israël. Les prêts à la municipalité de Jérusalem ne sont pas inclus car le groupe Dexia estime que Jérusalem n'est pas un territoire contesté.<sup>81</sup>

Une interprétation charitable de ses propos admettrait qu'il récitait tout simplement un discours préparé par la banque et qu'il était peut-être peu familier du dossier. Mais, difficile de croire que quelqu'un de son rang pouvait être réellement convaincu que Jérusalem n'est pas un territoire contesté. Tout aussi grave : Dexia n'a été ni transparent, ni précis sur ses activités. Lorsque j'ai appris que la banque avait approuvé de nouveaux prêts d'une valeur d'environ 50 millions d'euros aux autorités israéliennes en 2009, j'ai demandé à Dexia une liste des bénéficiaires concernés. Les prêts correspondaient à un appel d'offre pour fournir des crédits à des collectivités locales ayant des problèmes de trésorerie, cinq étaient situées dans les colonies en Cisjordanie. Suite à ma requête, un porte-parole de Dexia m'a répondu : « Nous sommes au regret de vous dire qu'en tant qu'établissement bancaire, les données financières de nos clients sont confidentielles et ne peuvent donc pas être communiquées ». Tout en prétendant ne plus prêter d'argent aux colonies, Dexia n'a pas précisé si elle avait cessé de travailler avec les collectivités basées sur les territoires occupés. Mes demandes d'éclaircissements pour savoir si l'offre de services se poursuivait ou non sont restées sans réponse.

Des incohérences fortes existent entre ce que Dexia a répondu à ses détracteurs en Europe et ce que la banque a déclaré au Moyen-Orient. En juillet 2009, dans un magazine économique israélien, *The Marker*, un membre de Dexia a affirmé que la banque continuait à accorder des prêts à toutes les autorités israéliennes en respect des lois du pays, sans aucune autre considération non bancaire.<sup>82</sup>

Le gouvernement fédéral belge et les collectivités locales détiennent environ un quart des actions de Dexia, ils auraient donc le devoir de veiller à la légalité des activités de la banque. Pourtant, la plupart des autorités du pays n'ont jamais élevé la voix. À l'automne 2009, la région de Namur constituait la seule province à adopter une résolution exhortant Dexia à cesser de financer les colonies. Alors que certaines communes des régions de Bruxelles et de Liège ont réalisé des

appels similaires, les principales institutions de pays se sont montrées passives.

### VEOLIA : EN TRAIN VERS LE RACISME

Sarkozy s'est rendu en Israël en juin 2008. Il ne voyageait pas seul : environ 100 membres de l'élite économique ont profité de l'amélioration des relations diplomatiques franco-israéliennes pour faire valoir qu'il était tout aussi logique de parler commerce et investissement. A Jérusalem, il a déclaré :

Les liens économiques entre la France et Israël ne sont pas au niveau auquel ils devraient être. L'activité est plus faible qu'à la fin des années 90. Nous ne nous sommes pas suffisamment impliqués, nous n'avons pas assez encouragé à prendre part au développement économique et à la croissance de la recherche dans ce pays. Cette situation doit changer. Nous devons faire davantage pour forger la coopération dans le monde des affaires et avec les universités.<sup>83</sup>

Il y avait deux exceptions importantes dans les « gémissements » de Sarkozy : Veolia et Alstom. Il a reconnu que les deux entreprises étaient totalement immergées dans l'économie d'Israël. Elles sont en effet impliquées dans le projet de tramway dont Sharon avait posé la première pierre trois ans plus tôt. Une fois terminé, ce tramway reliera des colonies israéliennes avec le centre-ville. *Colline des Munitions*, l'une des principales stations, deviendra un point névralgique pour aller à Ma'ale Adumim en Cisjordanie et vers d'autres colonies de la vallée du Jourdain. Enthousiaste à l'idée d'empiéter sur les parties arabes de Jérusalem-Est, Sharon a déclaré :

Tout ce qui peut être fait pour renforcer, construire, étendre et maintenir Jérusalem pour l'éternité comme capitale du peuple juif et capitale unifiée d'Israël doit être entrepris.<sup>84</sup>

Ce partenariat franco-israélien qui permet de consolider la mainmise d'Israël sur la Palestine n'a pas semblé préoccuper

Jacques Chirac, président au moment de la signature du contrat avec Veolia. Par contre, les activistes du monde entier ont été suffisamment choqués pour se mobiliser. Certes, ce n'était pas la seule société engagée, mais elle représentait une bonne cible pour une campagne internationale dans la mesure où elle est engagée dans des projets aux quatre coins du monde. Si certains contrats pouvaient être mis en péril, le groupe devait subir des pertes importantes. La mobilisation s'est révélée efficace :

- La ville de Melbourne a stoppé un contrat attribué à Connex, filiale de Veolia, pour le réseau de ses trains de banlieue.<sup>85</sup>
- Le Conseil de la communauté de Stockholm a annoncé que Veolia avait perdu toute chance de développer le métro de la ville, soit le plus important marché public en vente, d'une valeur de 3,5 milliards d'euros.<sup>86</sup>
- Une majorité du Conseil de la ville de Galway en Irlande a demandé qu'un contrat de gestion de l'eau soit annulé.<sup>87</sup>
- Le maire de Londres Boris Johnson a été confronté à une campagne demandant de refuser que Veolia soit en charge de la mise en place du « Vélib » londonien.<sup>88</sup>
- Le conseil municipal de Sandwell, en Angleterre, a écarté l'entreprise d'un contrat de gestion des déchets d'une valeur d'un milliard de dollars.<sup>89</sup>

En juin 2009, Veolia essayait alors de vendre sa participation dans City Pass aux opérateurs de bus israéliens.<sup>90</sup> Il est compréhensible que l'entreprise française ait voulu abandonner le projet en proie à des retards, à des litiges (des militants en France ont engagé des actions en justice contre Veolia) et à une controverse (la banque néerlandaise ASN a retiré ses investissements en 2006 en réponse à la pression de militants).<sup>91</sup> Mais il convient de souligner que Veolia n'a, jusqu'à maintenant, jamais officiellement confirmé qu'elle voulait quitter le projet. Au contraire, des efforts considérables ont été faits pour indiquer que l'entreprise restait engagée. Des campagnes de recrutement continuent à être diffusées dans

la presse israélienne.<sup>92</sup> Ainsi, puisque Veolia continue d'afficher publiquement son allégeance à ce régime déplorable, la campagne contre la multinationale française se maintient encore à l'heure actuelle.

### VOLVO : SOUS-TRAITANT DE LA TORTURE

En 2009, suite à la publication dans un magazine suédois d'un article alléguant que des soldats israéliens avaient volé des organes de Palestiniens, 10 000 Israéliens en colère ont signé une pétition appelant à boycotter tous les produits suédois.<sup>93</sup> Volvo représentait une cible évidente pour cette réaction instinctive, mais ironiquement, l'entreprise qui se targue d'être un fabricant de véhicules « sûrs » bénéficiait des efforts d'Israël visant à priver les Palestiniens de sécurité et de logements.

Jane Smith du Service internationale des femmes pour la paix (IWPS) a donné ce témoignage sur la façon dont les troupes israéliennes avaient rasé des maisons en Cisjordanie :

Quand nous sommes arrivés à Salfeet, une première maison avait déjà été détruite. Une famille se tenait sur un tas de gravats, silencieuse et choquée. La démolition de la deuxième maison ne faisait que commencer avec un engin Caterpillar et des bulldozers Volvo qui arrachaient le dernier étage. La famille, dont deux de ses membres avaient les mains attachées, était impuissante devant cette situation. En moins d'une heure, des années de travail et de petites économies étaient anéanties par l'armée israélienne. Caterpillar et Volvo tirent profit de la douleur de cette famille.<sup>94</sup>

Face à un dossier volumineux de données probantes sur la façon dont ses bulldozers se sont avérés des outils de l'agression israélienne, un vice-président de Volvo, Mårten Wikforss, a déclaré qu'il serait « regrettable et triste » si leurs engins étaient utilisés à des fins destructrices.

Nous ne tolérons pas de telles actions, mais nous n'avons aucun contrôle sur l'utilisation de nos produits, autres que celles déclarées dans le code de conduite de nos activités commerciales qui rejette les comportements contraires à l'éthique. Cependant, tout comme un bulldozer peut être utilisé pour déblayer le terrain d'une maison neuve, il peut être utilisé pour la démolir.<sup>95</sup>

Il est vrai que Volvo n'est pas aussi coupable que Caterpillar. Alors que les véhicules américains sont directement exportés vers Israël dans le cadre du programme de vente militaire, Volvo a cherché à garder une certaine distance avec l'armée israélienne, affirmant que celle-ci achetait tout simplement ses produits. Mais cela ne signifie pas que les cadres de l'administration de Volvo peuvent plaider l'ignorance. En tant que société qui prétend adhérer aux principes de la responsabilité sociale des entreprises, elle a sûrement l'obligation de veiller à ne pas faciliter les violations du droit international.

Plus fondamentalement, penser que « ignorance » serait égale à « innocence » est dépourvu de crédibilité. Volvo se vante de sa participation sans cesse croissante sur le marché des autobus en Israël. Fiabilité et faible consommation sont garanties par ses modèles, selon la société.<sup>96</sup> Ses bus écologiques et vertueux circulent dans les colonies illégales : Volvo détient avec Mayer l'entreprise Merkavim qui produit le Mars Defender. Ce bus « le plus blindé au monde sans que les gens à l'intérieur ne voit la différence » est utilisé par Egged, la plus grande compagnie d'autobus en Israël, qui assure le service de transports publics fourni aux colons israéliens. Des vidéos sur le site web de Merkavim vantent les mérites de ce véhicule blindé et montrent des soldats embarquant dans un bus construit sur un châssis Volvo, et selon le narrateur, il peut continuer à rouler même s'il est attaqué.<sup>97</sup>

Merkavim fabrique également le Mars Prisonner qui représenterait « la solution parfaite pour transporter des détenus », avec ses trois cabines à haute sécurité et un total de

quarante-quatre « sièges en métal fermement fixés » permettant « une surveillance étroite ». <sup>98</sup> Avec les traitements infligés dans les prisons d'où ces bus commencent et finissent leurs trajets, Volvo peut légitimement être considéré comme un sous-traitant de la torture.

Le code de conduite de Volvo affirme que la compagnie a décidé de ne pas être complice des violations des droits de l'homme. La cour internationale de justice, dans sa décision sur la « barrière de sécurité » en Cisjordanie, a jugé qu'il était illégal pour une puissance occupante de transférer une partie de sa propre population sur le territoire qu'elle occupe. <sup>99</sup> Les autobus Volvo participe clairement à de tels transferts sans l'avouer clairement. Et à travers Merkavim, Volvo adapte ses services pour satisfaire les besoins de cette population transférée. Les dirigeants de Volvo à Göteborg ne peuvent pas simplement hausser les épaules et proclamer qu'ils n'ont rien à voir avec ça !

En outre, l'organisation War on Want (Guerre à la misère) a mis en évidence que les véhicules Volvo et ceux fabriqués par le britannique JCB étaient utilisés dans les travaux de la construction du « mur d'apartheid » qui serpente le long des frontières de la Cisjordanie. <sup>100</sup> C'est aussi le cas des bulldozers fabriqués par la société française Manitou <sup>101</sup>, des grues de société néerlandaise Riwal <sup>102</sup> et du ciment de la compagnie irlandaise CRH. <sup>103</sup>

Leurs participations vont à l'encontre des orientations de l'ONU de 2003 sur les responsabilités des entreprises en matière de droits de l'homme. Aucune de ces sociétés ne peut prétendre ignorer à quoi servent leurs produits. Mais, plutôt que de prendre des mesures pour améliorer la situation, certaines d'entre elles se sont empêtrés encore plus loin dans l'occupation. CRH, par exemple, a décidé en 2009 d'acheter l'entreprise de construction Hanson Israël — en vain suite à des problèmes avec les autorités chargées de la concurrence en Israël. <sup>104</sup> Mais que Hanson exploite largement les ressources naturelles du peuple palestinien dans ses carrières en

Cisjordanie n'a pas semblé problématique pour le siège dublois de CRH, malgré les prétentions affichées sur leur site web de remplir « les normes les plus élevées en termes de responsabilité sociale des entreprises ».<sup>105</sup>

## UN MADE IN ISRAËL TROMPEUR

Yasser Arafat a peut-être été un leader imparfait. Pourtant, une fois, il est sorti des bavardages que l'on entend habituellement dans les discours sur le Moyen-Orient :

70 % de l'économie d'Israël est en lien avec les pays européens et cet atout n'a pas été utilisé. Pourquoi ? Vous n'avez qu'à agiter cette carte économique et ils vous écouteront. Agitez-la au moins !<sup>106</sup>

Chaque année, l'Europe reçoit les deux tiers des exportations israéliennes, apportant 18 milliards de dollars vivifiant pour l'économie d'Israël. Entré en vigueur en 2000, l'accord d'association de l'Union européenne avec Israël stipule que ce dernier bénéficie de conditions préférentielles pour accéder aux marchés, à condition de respecter les droits de l'homme. Il exempte la plupart des produits israéliens des taxes douanières en vigueur, mais aucune mesure concrète n'a été prise lorsque des violations des droits élémentaires se sont produites. Les menaces de frapper Israël au portefeuille sont restées dans la plupart des cas de simples rodomontades.

Pire : en 2009, un autre accord pour étendre les préférences commerciales aux produits alimentaires a été signé. S'appliquant à 80 % des fruits et légumes et à 95 % des aliments transformés, il a permis de supprimer les barrières douanières et les quotas. Ainsi, les exportations agricoles vers l'Europe devraient doubler dans les années à venir.<sup>107</sup> Mais il y a un problème. On estime que 20 % des exportations vers l'UE estampillées *Made in Israël* proviennent en totalité ou en partie des colonies de peuplement des territoires occupés.<sup>108</sup> Comme la plupart sont des produits de consom-

mation courante (alimentation, cosmétique, vin, textile), il y a une forte chance que chacun d'entre nous ait déjà acheté ce genre de produits sans le savoir.

Comme l'UE ne considère pas les colonies comme faisant partie d'Israël, il a été convenu en 2001 que les marchandises originaires de ces territoires ne pouvaient pas recevoir le même traitement que ceux provenant de l'intérieur des frontières reconnues.<sup>109</sup> Cela confirmait simplement les termes de l'article 83 de l'accord qui énonce que seuls les biens provenant de territoires internationalement reconnus peuvent bénéficier de préférences commerciales. Cependant, l'Allemagne et les Pays-Bas se sont farouchement opposés à l'application de cette disposition. Si les problèmes de provenance étaient connus depuis longtemps, ce n'est qu'en 2005 qu'un « arrangement technique » est entré en vigueur. Toutes les marchandises devaient être marquées du code postal et du lieu d'origine. En 2004, le ministère israélien de l'Industrie et du Commerce a estimé que 150 millions de dollars de marchandises provenaient en réalité des territoires occupés. Toujours selon ce ministère, les pertes découlant d'un mouvement de l'UE pour empêcher que ces exportations bénéficient des avantages commerciaux pourraient s'élever à 8 millions de dollars.<sup>110</sup>

Après une série d'enquêtes menées par des journalistes et des activistes britanniques qui ont listé les produits vendus par les grandes enseignes, le gouvernement de Londres a préparé fin 2008 un « document officieux » – une proposition mise en avant pour lancer une discussion informelle, selon le langage parfois obscur de la diplomatie. Le document, destiné aux ministres des Affaires étrangères de l'UE, exprimait la préoccupation de voir des produits des colonies « pénétrer au Royaume-Uni sans payer suffisamment de droits par l'utilisation illégale des arrangements commerciaux préférentiels en vertu de l'accord d'association ». Il était également mentionné que les autorités douanières britanniques allaient effectuer « une série d'examen physiques ciblés » sur les importations censées provenir d'Israël. Les résultats devaient être ensuite transmis à la Commission européenne.

Le document a été considéré avec une grande importance par certains journalistes. Au Royaume-Uni, *The Independent* a indiqué que la Grande-Bretagne prenait les devants et insistait pour que l'UE freine les importations des producteurs israéliens basés en Cisjordanie occupée, ce qui devait constituer une première étape vers l'arrêt des constructions de colonies juives.<sup>111</sup> *Haaretz* a déclaré que les fonctionnaires du pays étaient perturbés par la perspective d'une « confrontation » avec leurs homologues britanniques.<sup>112</sup> Les Affaires étrangères britanniques auraient confirmé, selon le *Jewish Chronicle*, que le document était « le coup d'envoi d'une campagne plus vaste engagée contre les colonies ».<sup>113</sup>

Si cela était vrai, alors la campagne avait été très mal coordonnée. Conscient que le rapport des douanes britanniques allait bientôt atterrir sur les bureaux des fonctionnaires de l'UE, j'ai contacté les autorités douanières au printemps 2009 pour vérifier les progrès. « Je ne suis pas au courant du fait que nous devons donner des informations à l'Europe », m'a répondu leur porte-parole.<sup>114</sup>

Les fonctionnaires européens se sont révélés tout autant « nonchalants ». Ils avaient bien entendu dire que les autorités britanniques avaient découvert que deux des vingt-six sociétés basées dans les colonies sur lesquelles elles avaient enquêté avaient illégalement bénéficié de préférences commerciales, mais selon eux, ils ne pouvaient rien faire tant qu'un dossier ne leur avait pas été transmis par les canaux officiels. Je ne suis pas juriste, mais cette explication me parut lâche. La Commission européenne rabâche constamment qu'elle est la gardienne des lois, et dans de nombreux cas, il n'a pas été nécessaire d'attendre un rapport imprimé sur papier à en-tête d'un quelconque gouvernement pour agir. L'aile anti-trust du département de l'Environnement de la Commission, par exemple, peut procéder à des perquisitions dans des entreprises soupçonnées de fixer des prix, uniquement sur base de dénonciations. L'échec devant l'impossibilité d'examiner convenablement les abus de l'accord apparaît symptomatique d'un manque de volonté politique, pas d'un manque d'information.

En 2009, la Cour de justice européenne a examiné un cas soumis par un tribunal de Hambourg qui portait sur les activités de Brita. Ce fabricant allemand de filtres à eau achète des accessoires et des sirops à la société Club Soda basée dans la colonie de Ma'ale Adumim. En 2002, les douanes allemandes avaient d'abord accepté de traiter les marchandises fournies par Club Soda comme israéliennes. Mais un an plus tard, le bureau de douane décidait que les produits devaient être soumis à des droits après l'impossibilité par les autorités israéliennes de préciser le lieu de production. Brita a contesté la décision. Mais dans l'avis émis par la Cour européenne en octobre 2009, les marchandises ont été déclarées comme non admissibles au traitement préférentiel.<sup>115</sup>

Comme la plupart des délibérations de la Cour, l'affaire a reçu une couverture médiatique très légère. Mais Charles Shamas du Mattin Group, une organisation des droits de l'homme basé à Ramallah, avait suivi l'affaire de près. Lors d'une rencontre de solidarité avec les Palestiniens, peu avant l'avis du tribunal, il a exprimé sa consternation devant la position prise par la Commission européenne. Plutôt que d'utiliser l'occasion pour souligner le caractère illégal des colonies, la Commission a suggéré que les marchandises auraient pu bénéficier de préférences commerciales si l'Autorité palestinienne avait émis des certificats à la place des Israéliens. « C'était un argument fallacieux », a déclaré Shamas. « La Commission n'a pas voulu dire au tribunal qu'elles devaient être exclues de tout traitement préférentiel avec l'Union européenne. »

Dans certains supermarchés britanniques, il est fréquent de trouver des fruits ou des légumes avec « Cisjordanie » étiqueté pour lieu d'origine. Un client peut facilement être induit en erreur et penser qu'il apporte son soutien aux fermiers palestiniens en achetant leurs dattes, alors qu'en fait, les produits proviennent de terres volées. Les modalités techniques n'ont pas permis de clarifier cette situation. « Nous disons que les produits des colonies ne peuvent pas être étiquetés *Made in Israël*, mais nous ne précisons pas comment ils doivent être étiquetés », m'a avoué un diplomate de l'UE.

Le « document officieux » britannique évoqué disait que les consommateurs devaient être aidés pour choisir ce qu'il achètent en connaissance de cause. Des discussions entre les distributeurs, les militants des droits de l'homme et le gouvernement britannique pour résoudre ce dilemme sont arrivées à la conclusion que les marchandises originaires des colonies devaient disparaître des rayons. Cela serait une étape bienvenue, mais selon moi, c'est encore insuffisant. Les droits des Palestiniens ne peuvent pas se réduire à une simple question de choix du consommateur. Hésiter entre un fruit d'une colonie israélienne et un autre n'est pas la même chose que choisir entre deux marques différentes de cassoulet ou de lessive ! On ne devrait pas avoir à se demander si on est en train de soutenir une activité illégale lorsque nous faisons nos courses. Ces marchandises ne devraient pas être en vente en Europe, indépendamment de leurs étiquettes.

Une autre raison indique qu'il est impossible de prendre au sérieux la « campagne » britannique. Quinze jours après la présentation du « document officieux », le secrétaire d'État aux Entreprises, Peter Mandelson, appelait à resserrer les relations commerciales avec les « firmes amies » d'Israël. S'adressant en même temps à 200 chefs d'entreprises britanniques et à Shimon Peres, il a exprimé l'espoir que le commerce entre les deux pays dépasse les trois milliards de livres sterling d'ici à 2012. En 2007, il représentait une valeur de 2,3 milliards de livres sterling, la Grande-Bretagne étant la troisième destination des exportations israéliennes.<sup>116</sup>

Mandelson est un proche de Tony Blair, il n'est donc pas surprenant qu'il ait fait les louanges de Peres, pourtant un fauteur de guerre, en affirmant qu'il avait affiché une « énergie infatigable et un grand courage » dans la recherche de la paix. Cette duplicité est typique des ministres britanniques qui critiquent les colonies d'un côté et courtisent les entreprises de l'autre, même celles opérant dans les colonies.